

## EN PARTENARIAT AVEC L'OIT

## L'École supérieure de sécurité sociale ouvre ses portes

**L'Ecole supérieure de sécurité sociale ouvre ses portes à Alger. Fruit d'un partenariat avec l'Organisation internationale du travail, l'école propose plusieurs formations non seulement aux cadres nationaux mais également à ceux venus des pays du Maghreb et d'Afrique.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Domiciliée au niveau du Centre familial de Ben Aknoun, l'Ecole supérieure de sécurité sociale ouvrira cependant ses portes au niveau de l'Institut national de formation paramédicale à Hussein Dey.

Pour cette rentrée, trois masters seront lancés en droit de la protection sociale, en actuariat et en management stratégie. Pour chaque master, il est prévu 25 places pédagogiques dont six ouvertes aux étudiants des pays du Maghreb et d'Afrique.

Pour pouvoir postuler, les étudiants devront être titulaires d'une licence dans le droit, les sciences économiques ou politiques, un ingénieur en informatique ou être issus

de l'Ecole d'administration en fonction des spécialités dispensées.

L'école dispensera également de manière régulière des formations continues au profit des cadres des secteurs privés et publics mais également aux membres des organisations professionnelles.

Pour Mohamed El Ghazi, l'école constitue pour l'Algérie un outil stratégique pour la formation. Elle est placée sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur dans le volet pédagogique et celle de la sécurité sociale pour le côté administratif. Le Bureau international du travail veillera à la reconnaissance à l'international des diplômes obtenus. Quatre-vingt-trois enseignants univer-



Pour El Ghazi, l'école constitue un outil stratégique.

sitaires nationaux dispenseront les cours tandis que le BIT mobilisera des enseignants de rangs internationaux pour les seconder. L'école qui offre 400 places pédagogiques a

déjà été destinataire de 620 dossiers d'étudiants intéressés par les formations dispensées.

Selon le ministre du Travail et de la Protection sociale, à travers cette

école, le gouvernement marque sa volonté de prendre part à la formation de la ressource humaine à travers une structure qui se veut un site de rayonnement régional et un pôle de recherche relié aux autres pôles de recherche de la région.

L'école a été créée par décret exécutif datant du 1<sup>er</sup> avril 2012. Elle est dotée de la personnalité morale et d'une autonomie financière. La structure, promet le ministre de la sécurité sociale, sera un véritable joyau architectural.

Pour la représentante du directeur du bureau régional de l'OIT à Alger, le dernier rapport du BIT est alarmant au niveau mondial puisque beaucoup de pays vivent une situation de précarité et cette école tombe, dit-elle, à point nommé pour répondre aux attentes énormes en matière de sécurité sociale grâce à sa dimension sous-régionale.

N. I.

## POUR PRENDRE DES MESURES URGENTES POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ

## Le docteur Bekkat veut une réunion interministérielle

**Le secteur de la santé est confronté à des problèmes si complexes que leur résolution demande la mobilisation de tout le gouvernement. C'est l'avis du président du Conseil national de l'ordre des médecins. Mohamed Bekkat-Berkani appelle à une réunion interministérielle pour prendre des mesures urgentes.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir) -** Le diagnostic du secteur de la santé a été fait plusieurs fois. Le résultat est le même à chaque fois : aucune amélioration, la santé va toujours aussi mal. Le ministre de la Santé a organisé les assises de la santé en juillet dernier et l'avant-projet de loi sanitaire a été soumis aux intervenants du secteur au mois d'août dernier. Surprise : les recommandations de ces derniers ont été quasiment ignorées.

Mohamed Bekkat, président du Conseil de l'ordre des médecins qui est intervenu hier au forum du quotidien El Moudjahid a indiqué que cet avant-projet de loi est sorti des recomman-

dations émises par les professionnels du secteur. Il est allé même à contre courant de certaines propositions. Il cite l'exemple de l'activité complémentaire qui, selon la proposition du ministère de la Santé, elle devra être pratiquée au sein des établissements hospitaliers publics. Une situation qui va générer davantage de désordre et de trouble, estime M. Bekkat.

«Nous n'avons pas réussi à gérer l'activité complémentaire telle qu'elle est pratiquée actuellement ; comment voulez-vous qu'elle soit gérable ou contrôlable si elle est autorisée à exercer dans le secteur public», s'interroge le spécialiste.

Un avis, d'ailleurs que partage de nombreux professionnels qui demandent depuis longtemps la suppression ou l'organisation de cette activité. Le conférencier estime que l'on ne peut pas intégrer l'activité privée dans les hôpitaux publics qui baignent déjà dans de nombreux problèmes. La prévention fait aussi partie des points importants que l'avant-projet de loi semble avoir négligé.

Les spécialistes ont recommandé lors des assises la mise en place d'un secrétariat

d'Etat de la Prévention. Une recommandation que le ministère de la Santé semble avoir omis d'intégrer dans sa copie. Pourtant, explique Dr Bekkat, mettre en place des centres anti-cancer sans une politique de prévention au préalable n'est pas une solution.

Selon lui, il faut aller au devant de la maladie en rendant par exemple le dépistage obligatoire pour prévenir le cancer du sein. «Une fois le cancer est déclaré, la radiothérapie et la chimiothérapie sont une solution de survie, or la prévention c'est une solution de guérison», estime le médecin.

Les problèmes du secteur dépassent le ministère de la Santé, dit l'intervenant, qui appelle à l'intervention de tous les secteurs concernés. Ainsi, tout comme le gouvernement s'est réuni pour tenter de trouver des solutions pour les maux de la capitale, il doit aussi se réunir pour sauver le secteur de la santé.

Des mesures urgentes doivent être prises pour le moyen terme, dit l'intervenant. Selon lui, il ne faut pas attendre que les catastrophes arrivent pour réagir.

S. A.

## Un vaste mouvement prévu incessamment

Une année après son installation, le ministre de la Santé passe à l'action. Il devrait opérer incessamment un large mouvement parmi les cadres de son secteur.

De source informée, plusieurs directeurs de CHU et hôpitaux notamment de la capitale seront concernés par ce mouvement. Le directeur général du CHU de Beni Messous a été ainsi nommé inspecteur général au ministère de la Santé et celui du CHU Nefissa Hamoud (ex-Parnet) promu au poste de directeur central au ministère.

L'actuel Dg du CHU de Blida rejoindra le CHU de Mustapha Pacha à Alger et sera remplacé par le directeur de l'hôpital de Kouba. Le Dg du CHU Mustapha Pacha sera quant à lui, nommé à la tête du CHU de Nefissa Hamoud.

Le mouvement de mutation touchera également quelques DSP (Directeurs de santé publique). Le DSP de la wilaya d'Alger (DSP) sera affecté à Blida et celui de Relizane à Alger.

Selon la même source, le Dg de la PCH (Pharmacie centrale des hôpitaux) sera remplacé par son adjoint. Pour sa part, l'actuel directeur général de la pharmacie au ministère de la Santé sera remplacé par le Dg de l'Insp (Institut national de la santé publique).

Rym Nasri

## ILS SONT ENREGISTRES CHAQUE JOUR À TRAVERS LE MONDE

## Retours et déroutements d'avions : des faits très ordinaires !

Chaque jour, des dizaines d'avions sont contraints de faire demi-tour ou de se dérouter sur des aéroports non prévus sur leurs parcours. Les causes sont généralement liées à des problèmes techniques mais il arrive que des faits insolites soient à l'origine de ces retours. Pour avoir un bilan de ces incidents mineurs qui ne sont cités que dans les sites spécialisés, et rarement dans les grands organes d'information, il faut consulter l'un des journaux électroniques spécialisés, parmi les plus consultés quotidiennement. Il s'agit de : [www.crash-aerien.aero](http://www.crash-aerien.aero).

Voici, puisés dans ce même site pour les deux dernières journées seulement, quelques cas relevés un peu partout dans le monde. Cela pourrait aider certains confrères à se calmer et à ne plus croire qu'un simple retour d'un ATR d'Air Algérie est un incident majeur qui mérite d'être signalé.

Le samedi 12 septembre, écrit le site, «un avion de la compagnie aérienne française Air France a été contraint de faire demi-tour et de se reposer sur l'aéroport international Roissy de Paris (France) suite à des problèmes techniques. A signaler que l'Airbus A340-300

concerné se trouvait en vol depuis 3 heures quand la décision a été prise par l'équipage en vue de faire demi-tour, suite à un problème technique sur le système de divertissement de l'appareil».

Par ailleurs, nous apprend «aerocrash», «un avion de la compagnie aérienne turque SunExpress, qui effectuait un vol pour le compte de la compagnie aérienne Turkish Airlines, a été contraint de faire une descente rapide et de se dérouter vers l'aéroport international de Antalya (Turquie) suite à une dépressurisation en vol due à une valve défectueuse... Les passagers ont été débarqués dans le calme après avoir connu quelques instants de panique lors de la sortie des masques respiratoires».

Nous lisons encore dans ce même site, pour ces deux derniers jours seulement, un autre cas : «Un avion de la compagnie aérienne portugaise SATA International a été contraint de faire demi-tour et de se reposer sur l'aéroport international de Ponta Delgada (Açores) suite à un problème de pressurisation quelques instants après le décollage.»

Encore un autre : «Un avion de la compagnie aérienne russe Ural Airlines a été contraint

de faire demi-tour et de se reposer sur l'aéroport international de Yekaterinburg (Russie) suite à des problèmes de rentrée de train après le décollage... Une équipe de techniciens va examiner l'appareil afin de déterminer l'origine et les causes de l'incident.»

Encore un autre : «Un avion de la compagnie aérienne low-cost lettone airBaltic a été contraint de faire demi-tour et de se reposer sur l'aéroport international de Riga (Lettonie) suite à des problèmes techniques qui ne lui permettaient pas de poursuivre le vol en toute sécurité.»

Encore un autre signalé par «aerocrash» qui écrit : «Un avion de la compagnie aérienne bolivienne Boliviana de Aviacion (BoA) a été contraint de se dérouter et de se reposer sur l'aéroport international de Cochabamba (Bolivie) suite à des problèmes techniques qui ne lui permettaient pas de poursuivre le vol en toute sécurité.»

Encore un autre : «Un avion de la compagnie aérienne russe Metrojet a été contraint de se dérouter et de se poser sur l'aéroport international de Astrakhan (Russie) après qu'un des passagers eut frappé en plein visage l'une

des hôtesses de l'appareil». Encore un autre : un avion de la compagnie aérienne malaisienne Malaysia Airlines a été contraint de faire demi-tour et de se poser sur l'aéroport international de Kuala Lumpur (Malaisie) suite à des problèmes informatiques à bord.

Rappelons que ce relevé ne concerne que les deux derniers jours. Si vous voulez en savoir plus sur ces incidents mineurs, consultez le site cité en référence. Cela vous aidera à ne pas paniquer à la lecture de certains titres qui montent en épingle des incidents mineurs, non pas parce qu'il y a un intérêt quelconque sur le plan médiatique, mais parce que ça concerne le pavillon national.

Les problèmes d'Air Algérie sont ailleurs. Sureffectif, négligences, mauvais accueil, retards, annulations de vols, etc. Ramener le débat sur le plan sécurité afin d'alarmer l'opinion, alors que le seul crash majeur enregistré au cours des dix dernières années concerne un affréteur espagnol dûment accrédité par les instances européennes, relève d'un exercice qui n'a rien à voir avec le journalisme.

R. N.